



L'avenir des directeurs d'école inquiète aussi

LA CONTESTATION contre le projet de loi Blanquer n'en finit pas de gonfler, sur le terrain, du côté des enseignants mais aussi chez les parents d'élèves. Une manifestation, notamment, est prévue samedi à Paris, à l'appel de plusieurs syndicats et d'associations.

Ils s'inquiètent d'une disposition qui donne aux collectivités la possibilité de créer des « établissements publics des savoirs fondamentaux » (EPSF) regroupant autour d'un collège plusieurs écoles d'un bassin de vie, avec une direction unique.

Physiquement, les écoles pourraient être maintenues ou bien démenager dans l'enceinte du collège,

selon les situations locales. « On ouvre simplement une possibilité juridique, pour favoriser les liens entre écoles et collèges », veut rassurer Cécile Rilhac, députée la République en marche à l'origine de l'amendement.

Mais chez les opposants au texte, on craint que la mesure aboutisse « à la suppression des directeurs d'école » dans les zones concernées, selon Francette Popineau, la porte-parole du principal syndicat enseignant, le Snuipp. « On risque de perdre beaucoup en proximité, entre les parents et l'école avec cette mesure », s'inquiète-t-elle, dénonçant une logique selon elle « avant tout budgétaire » plus que pédagogique. **CH.B.**